

Intervention Denis Rondepierre Trésorier du conseil national
Réunion du conseil national. Des 15 et 16 juin 2019

Le paysage politique issu du scrutin de cette élection est lourd de conséquence pour les populations Européenne et Française, le monde du travail.

Le renforcement de l'extrême droite et des forces libérales augure de l'accélération du déploiement de politiques libérales et d'austérité dures pour les peuples

L'affaiblissement des forces de gauche et de progrès, leur incapacité à trouver les chemins aptes à créer des rassemblements majoritaires ferme l'espérance du progrès social.

La dualité RN et La république en marche s'est installée.

Nous avons mené une campagne dynamique.

Une parole du Parti s'est fortement exprimée. Notre tête de liste Ian Brossat a marqué cette campagne.

Notre liste était constituée à l'image des électrices et électeurs après lesquels nous voulons être identifiés comme force politique leur étant utile car porteuse de progrès et de justice sociale.

Le résultat montre que nous n'y sommes pas parvenus. Les raisons en sont multiples et il reviendra comme nous y travaillons lors de ce CN de prendre le temps et les dispositions de travail pour analyser comprendre au plus près les mouvements profonds de la société, qui ne se résument pas aux phénomènes électoraux. Si nous voulons pouvoir faire bouger les lignes, accroître nos propres capacités de prendre des initiatives et toute notre place dans la construction de rassemblement à vocation majoritaire.

Nos résultats ne sont pas à la hauteur de nos espérances de reconquête nous ne franchissons pas les seuils permettant d'avoir des élus et d'être remboursé de nos dépenses de campagne.

L'expérience de cette campagne doit nous rendre plus forts plus lucides combatifs et nous donner la capacité de relever les défis.

Nous devons d'autant plus remettre sur le chantier les évolutions et transformations du parti que les échéances immédiates et à venir vont être très exigeante sur le terrain politique des luttes sociales et électorales.

Il y a urgence à s'engager dans des objectifs de lutte qui peuvent permettre au peuple de gagner par la voix démocratique. Ce peut être le cas dans celle du référendum contre la privatisation de ADP.

Dans cette immédiateté est posée la question de notre situation financière, qui était déjà difficile mais qui se trouve extrêmement aggravée du fait du non-remboursement de la campagne et de la perte de nos députés, impactant immédiatement les trésoreries des fédérations et la trésorerie nationale.

La dépense nationale s'est élevée à 1 850 000, nous avions prévisionné 1 650 000 donc globalement maîtrisées le dépassement étant essentiellement dû aux aléas des coûts du matériel officiel.

Pour établir le coût de la campagne il conviendra d'ajouter les dépenses des fédérations. Une première estimation nous indique qu'elles dépasseront les 600 000 euros

Concernant nos recettes :

480 000 euros ont été versés à la souscription nationale (tableau distribué).

Je veux souligner l'esprit de responsabilité et la qualité du travail mené avec les trésoriers départementaux pour tout au long de la campagne tenir nos différents échéanciers de versement.

Nous pouvons féliciter le travail des trésorier.es et leur réactivité d'autant que nous sommes en plein travail de consolidation de nos comptes et notre mise en conformité avec les nouvelles règles comptables et exigence législatives pour permettre la validation de nos comptes ouvrant droit au financement public.

La seconde recette parvenue concerne les prêts consentis par 14 fédérations pour un montant de 566 000 euros.

Je veux souligner ici que sans ces prêts nous serions dès aujourd'hui en rupture de trésorerie, ces prêts nous ont donné quelques jours de répit pour réagir tous ensemble pour écarter une situation de cessations de paiement.

Ce temps doit donc être mis à profit pour faire face à la situation de trésorerie d'extrême danger d'ici la mi-juillet, échéance des règlements de factures des comptes de campagne déposé.

Cet apport immédiat de trésorerie nécessaire s'élève à 600 000 euros

Pour y parvenir nous sommes engagés sur 3 axes :

- 1) le versement par toutes les fédérations de leur objectif de souscription ce qui permettrait de couvrir 50 000 euros
- 2) de mobiliser 300 000 euros de prêt au près des fédérations qui ne l'ont pas encore fait
- 3) de lancer par voix de mail, réseaux sociaux, site du parti une souscription exceptionnelle du PCF suite du scrutin de 250 000 euros, soit l'équivalent pour chaque FD de 50 % de l'objectif initial cette souscription s'adressant le plus largement possible aux électrices et électeurs ayant voté pour nous, à celles et ceux qui veulent soutenir le parti dans ce moment difficile, aux membres des comités de campagne, aux signataires des appel à voter , à celle et ceux qui se sont mobilisé contre la censure médiatique

Une vidéo de Fabien et l'appel à la souscription publié dans communistes numérique et envoyé aux adhérentes et adhérents pour verser via le site pcf.fr a recueilli depuis mercredi 18H 35 000 euros, provenant de près de 300 souscriptrice et souscripteur.

Cet appel du Secrétaire national et du trésorier national est mis à votre disposition pour l'envoyer à vos fichiers.

Voici les axes de travail à l'œuvre :

C'est le défi immédiat que nous devons relever. Je veux dire ici que l'engagement total de l'ensemble de la direction du parti pour animer et aider à la réalisation de ces objectifs est indispensable.

Dans les jours qui viennent les 18 fédérations qui n'ont pas versé la part nationale des cotisations des 4 premiers mois sont invitées à le faire, cela représente près de 140 000 euros.

Nous serons amenés à revenir sur cette situation financière et ces impacts sur le budget du CN.

Et d'ors et déjà nous savons que cette situation critique de trésorerie se retrouvera en septembre.

Le travail est en cours pour procéder poste par poste, des recettes et dépenses, à l'état de réalisation du budget du CN à mi-parcours, il faudra bien évidemment à partir de ce point d'étape revisiter nos prévisions pour faire face au second semestre, dégager les moyens de notre intervention politique, intégrer le coût de campagne non couvert par la souscription, engager les plans de remboursement des prêts en lien avec les FD concernées.

Nous étions en grande difficulté, l'impact de l'élection européenne nous fait entrer dans une situation qui appellera des mesures très importantes tant en matière de recettes que de dépenses. Le conseil national sera donc amené à prendre de nouvelles décisions.